

31 Mars 2021

Union générale des travailleurs et Retraites sahraouis

LAAYOUNE

Sahara Occidental

A

Mme Michelle Bachelet

Haute-commissaire des Nations unies aux droits de l'homme

Avec tout notre respect et admiration,

Mme

C'est avec toute douleur nous avons reçue la nouvelle d' une attaque agressive des autorités marocaines et Harcèlement contre la voueve de défunt eddia sisi Ahmed madame sallam lakhlifi et de La démolition de la maison qui appartient au défunt de la famille de défunt eddia sisi Ahmed MOUSSA qui été

Représentant et coordinateur des travailleurs et retraités sahraouis de la société Phosboucraa et coordinateur international des travailleurs de l'ex-administration et des établissements espagnols au Sahara Occidental

Cet acte entre dans le contexte de la politique d'intimidation que pratique les autorités marocaines contre la voueve de eddia sisi Ahmed madame sallam lakhlifi et les femmes sahraouies au zones occupées du Sahara Occidental .

L' Union générale des travailleurs et Retraites sahraouis au Sahara Occidental insiste sur l'impérieuse nécessité de promouvoir, de protéger et de défendre les droits de l'homme au Sahara Occidental y compris le droit au développement qui sont une quête commune et une responsabilité partagée sans lesquelles il n'y a guère de progrès possible, ni de paix stable et encore moins de sécurité collective. Le Sahara Occidental est un pays dont le peuple s'est vu dénier ses libertés les

plus fondamentales et ses droits fondamentaux bafoués, au premier rang desquels son droit inaliénable à l'autodétermination qui est gravé dans toutes les chartes internationales et dans la loi humaine.

Le peuple sahraoui a combattu pendant de très longues années pour faire de ce rêve une réalité tangible qui mettra fin aux idées expansionnistes de l'Etat marocain qui continue, en toute illégalité d'occuper le territoire sahraoui. Le gouvernement marocain dont le tort n'est pas à démontrer a imposé les rudes épreuves de l'exil, et dans un environnement des plus précaires, à un peuple pacifique.

Le Maroc ne se contente pas seulement d'occuper illégalement le Sahara Occidental en réprimant ses habitants pour les empêcher d'exprimer leur aspiration à leur liberté et à leur indépendance, mais il accapare, tout aussi illégalement ses richesses naturelles. La question des ressources constitue, bien entendu, un aspect particulier mais très important du problème plus général du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et à décider de l'utilisation de leurs richesses.

Quand de telles pratiques sont imposées à l'ONU que dire de toute une population civile sahraouie privée, depuis 45 ans, de tout contact avec le monde extérieur. En effet, les autorités marocaines poursuivent une politique d'implantation de colons qui a atteint des proportions alarmantes: pour chaque sahraoui il y a plus de cinq colons marocains. A cette fin, le Maroc a procédé à des transferts massifs de colons marocains pour modifier la composition démographique du territoire. La population sahraouie se trouve ainsi soumise à une surveillance permanente et est empêchée de tout contact avec l'extérieur

Les forces marocaines ont recours à la torture systématique pour dissuader les Sahraouis et les femmes sahraouies de continuer leurs protestations, pour réclamer leurs droits fondamentaux, pourtant ces manifestations sont pacifiques. Même le droit à l'éducation est aujourd'hui contesté aux sahraouis

En plus de la pratique récurrente de la torture ou des traitements inhumains et dégradants, des enlèvements et du phénomène de la disparition qui a pris des proportions effrayantes, les autorités marocaines n'épargnent aucun effort afin de se débarrasser des jeunes sahraouis contestataires en les poussant à l'immigration illégale vers l'Espagne.

La Communauté internationale doit assumer pleinement la noble responsabilité de mettre en application la charte des Nations Unies qui appuie le droit inaliénable du peuple sahraoui à l'autodétermination.

Seule l'organisation d'un référendum d'autodétermination libre et transparent est à même de rétablir le peuple sahraoui dans ses droits nationaux..L'union Européenne a des responsabilités

énormes dans le drame Sahraoui, elle peut si elle a la volonté amener le Maroc à respecter les droits fondamentaux du peuple Sahraoui et donc à accepter la solution pacifique qui passe nécessairement par l'autodétermination de celui-ci conformément à la légalité internationale. Ainsi pourra prendre fin cette tragédie.

L'Europe s'honorerait donc à intervenir en toute urgence, pour amener le Maroc à mettre un terme à sa répression exercée indistinctement contre des populations sahraouies civiles innocents; pour exiger du gouvernement du Maroc de libérer tous les prisonniers d'opinion sahraouis, et annuler ses procès éhontés contre ceux-ci. De même qu'il est urgent que l'Union Européenne exige du gouvernement marocain, le libre accès aux territoires occupés du Sahara Occidental; pour aller à la rencontre des populations sahraouies suppliciées.

L'Union générale des travailleurs et Retraites sahraouis exprime son inquiétude vis-à-vis de ses intimidations et appelle les autorités marocaines à mettre fin à cette politique restrictive et met l'ONU devant sa responsabilité politique et légale et l'appel à agir en urgence pour instaurer une instance qui veillera sur le respect des droits de l'homme au Sahara Occidental. A cet égard, L'Union générale des travailleurs et Retraites sahraouis lance un appel urgent à la communauté internationale et aux organisations internationales des droits de l'homme pour agir en toute urgence dans le but de la Protection de de la famille du défunt eddia sidiahmed et des femmes sahraouies et libération immédiate et inconditionnelle des prisonniers de Gdeim Izik, des étudiants sahraouis et des prisonniers politiques sahraouies

Nous remercierons tous les hérauts de la liberté et les plumes invoquant la dignité de l'être humain et son droit à vivre comme il se doit...

Le jour où nous sont parvenues vos voix qui croient en notre humanité, la vie a revêtu une saveur nouvelle, emplie de l'espoir de recouvrir tous nos droits, en tant que peuple sahraouie peu importe le temps que cela prendra.

Avec tous nos remerciements, veuillez croire, à l'expression de nos sentiments les meilleurs.

SECRETAIRE GENERALE

L'Union générale des travailleurs et Retraites sahraouis

Jaim mohammed